

Monsieur l'Orateur, nous ne saurions empêcher ce pays d'agir, mais, qu'il nous soit au moins permis de lui dire notre indignation devant de tels gestes provocateurs, car il nous incombe de nous montrer plus sages qu'eux. Je demande donc au très honorable premier ministre (M. Trudeau) de ne pas donner, au cours de la rencontre qu'il aura les 23 et 24 mars prochains, dans l'exagération du peuple américain, qui croit que son appétit dominateur l'autorise à se faire, à tout prix, l'organisateur de la défense mondiale, fût-ce au prix de l'anéantissement du Canada.

• (9.20 p.m.)

Ayons donc plutôt, nous, Canadiens, la sagesse de construire pour la paix. L'an dernier encore, se tenait aux États-Unis une rencontre en vue de discuter de la pollution de l'air et de l'eau, qui menace pratiquement le genre humain d'anéantissement, sans réussir cependant à régler le problème. Et pourtant, ce même pays parvient à trouver 40 milliards pour mettre en œuvre son programme de défense Sentinelle, qui est insensé. C'est pourquoi j'invite le très honorable premier ministre à conseiller sagement ces maniaques de la guerre qui peuvent entraîner l'anéantissement du monde.

Nous devons, comme je l'ai dit tout à l'heure, construire pour la paix. Nous n'avons jamais fait reculer ce pays tout-puissant, et nous sommes convaincus qu'il nous faudra accepter ses décisions.

C'est pourquoi nous disons: Construisons pour la paix. Réglons les problèmes du chômage, de la pollution de l'air et de l'eau. Invitons les Américains, par l'exemple que nous donnerons au monde, à être plus sages, plus réalistes et à se montrer sincères dans leurs efforts en vue d'assurer la paix et la sécurité dans le monde, et d'abolir à tout jamais la guerre.

**L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais pouvoir faire de la littérature sur un sujet aussi sérieux que celui que nous débattons ce soir.

On vient d'évoquer la crise de Cuba, dont on rendait responsables les Américains, alors qu'ils étaient directement menacés. On vient de parler de 40 milliards de dollars quand il s'agit de six à sept milliards. On a parlé de la guerre de Corée comme si c'était une tache dans l'histoire américaine, alors qu'il s'agissait d'une entreprise des Nations Unies. On a parlé également des *Bomarc*, ce qui ne se rattache pas au problème qui nous intéresse présentement.

Or, devant cette avalanche d'arguments qui ne portent pas sur l'objet du débat de ce soir,

[M. Dumont.]

je me sens un peu à contre-courant, parce que je voulais donner des renseignements que je considère essentiels et nécessaires pour la gouverne du peuple canadien, afin qu'il puisse évaluer sensément et calmement la situation.

Je regrette, monsieur l'Orateur, de ne pas être dans la peau des chefs des parties de l'opposition, être à la fois celui qui, d'une part, dit que le gouvernement américain est libre de prendre les décisions qui concernent sa sécurité, car elles sont uniquement de son ressort et, d'autre part, que nous devons protester, parce qu'il ne nous a pas consultés.

Je me souviens de l'époque du renouvellement de l'Accord de NORAD, alors que ces mêmes partis insistaient pour que le gouvernement canadien indique bien clairement qu'il n'était pas intéressé à participer à des entreprises d'installations «antimissiles» sur le sol nord-américain.

Ce sont ces mêmes gens qui, aujourd'hui, nous disent, après avoir insisté pour que le gouvernement déclare qu'il n'était pas intéressé: Exigez du gouvernement américain qu'il vous consulte avant de prendre ses décisions.

Monsieur l'Orateur, je veux tout simplement donner quelques renseignements que j'estime nécessaires, comme je l'ai dit, et je ne citerai pas des auteurs comme mon ami, le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas) qui ne cite que des gens que je qualifie de critiques, c'est-à-dire qui ne font que critiquer les efforts militaires de défense qui sont déployés au pays ou ailleurs, et qui n'ont jamais de solutions à proposer.

Selon eux, il s'agit de créer ce que j'appelle des «dirty words». On a essayé de faire la même chose au sujet des *Bomarc* à l'époque. On a essayé de le faire relativement au CF-104 et aux ogives nucléaires. On essaie maintenant de le faire avec le système «ABM».

A mon avis, nous devons, une bonne fois, nous arrêter, réfléchir, et, peut-être aussi, essayer de voir s'il n'y a pas, dans tout ce contexte, quelque chose qui soit de nature à nous donner un peu d'espoir. Nous devons essayer de déceler, dans tous ces efforts concertés des pays, dans ces alliances diverses, une tentative d'arriver à ce que nous souhaitons tous: une détente et, éventuellement, une «désescalade» et un désarmement.

Nous avons tout de même accompli quelque chose récemment. Cet appel, quelle que soit sa valeur, doit quand même être entendu. Celui qui est venu de Budapest, des gens d'un autre bloc militaire, avait l'air de proposer que des conversations s'engagent, précisément dans le but d'en arriver à cette «désescalade» que tout le monde souhaite.